

Plaidoyer pour un éco-syndicalisme

Francis Vergne est membre de l'Institut de Recherches de la FSU et auteur notamment avec Christian Laval de l'ouvrage collectif *N'attendons pas la fin du Monde, Alternatives et mouvement social*, aux éditions Syllepse.

L'urgence d'un changement de cap pour éviter la catastrophe humaine et écologique générée par le néolibéralisme ne fait désormais aucun doute. Francis Vergne plaide pour une remise à plat de nos systèmes de pensée syndicaux et écologiques, soulignant la nécessité d'articuler ces deux champs de lutte. Un véritable défi pour le syndicalisme d'aujourd'hui qui pourrait y trouver un nouveau souffle et une nouvelle légitimité...

Al'ère du néolibéralisme et de l'expansion sans limite du règne de la marchandise au prix de la mutilation de l'humain et de la destruction des écosystèmes, l'urgence d'un changement radical de cap social et écologique ne fait guère de doute. Dès lors le syndicalisme a pour responsabilité d'apporter sa contribution à la transition vers des formes d'organisation écosystémiques et démocratiques de la vie au travail et en société. C'est cette problématique nouvelle que nous avons nommée dans notre dernier ouvrage¹ «l'écosyndicalisme» pour surmonter l'opposition encore fréquente entre défense de l'environnement et défense de l'emploi au prix d'une double conversion.

Vers une écologie de la libération du travail

Elle concerne l'écologie qui doit éviter les robinsonnades et se rendre capable d'appréhender la relation au travail dans toutes ses dimensions – écologique, sociale, anthropologique – sans omettre le rapport social d'exploitation et de domination de l'humain et de la nature qui la structure au sein du capitalisme global

ou plus simplement les luttes de classe. Car, comme le note Razmig Keucheyan², la nature est un champ de bataille qui touche de plein fouet le monde du travail et le salariat. D'abord en tant que producteurs placés en situation de participer sous peine de perte d'emploi à la mise sur le marché de produits nuisibles pour l'environnement et la santé (activités de l'agroalimentaire pourvoyeuses de la malbouffe et du gaspillage, secteur du nucléaire, production d'armement, etc.). Comme usager ensuite du point de vue de la consommation et du mode de vie (relégation urbaine et exposition à la toxicité, santé, éducation, culture, etc.). Loin d'effacer les antagonismes, la crise écologique les porte à leur paroxysme et met à nu la réalité des stratégies écologiques. Aujourd'hui l'écologie du marché de la « compensation environnementale » n'a d'autre objectif que de financiariser l'assurance des risques. Ainsi les catastrophes naturelles, la raréfaction de certaines ressources, les crises alimentaires, les millions de « réfugiés climatiques », sont sources de business pour la finance environnementale au même titre que les « guerres vertes ». À cette écologie du profit et de la résignation il faut définitivement préférer

une écologie de la libération fondée sur les résistances et l'invention d'autres manières de vivre et de travailler.

Repenser le rapport salarial à la nature.

Mais le syndicalisme ne peut attendre la solution d'un progrès scientifique et technique non exempt de scientisme. D'abord parce que loin d'être neutres les vecteurs de ce progrès sous domination néolibérale soumettent tous les aspects de l'activité humaine au règne du marché et de la concurrence. L'idéologie de la modernisation et de l'innovation permanente, sans considération sur les conséquences humaines et écologiques qu'elles peuvent avoir (OGM, gaz de schiste, voitures électriques...), instrumentalise la technique au point d'engendrer un processus de dévitalisation sociale et écologique.

Ensuite ce type de « progrès » ne place guère le salariat en situation de réfléchir et d'agir sur le sens du travail ni d'inverser une logique qui impliquerait de « perdre sa vie à la gagner ». Que produire, comment produire, où produire, à quels fins et pour quelle valeur d'usage ? Comment restaurer l'estime et la fierté du travail trop souvent abîmé et soumis à des injonctions paradoxales ?

Ces questions n'ont rien d'abstrait. Elles touchent très concrètement les salariés d'entreprises comme AZF à Toulouse hier ou Lubrizol à Rouen aujourd'hui. Faut-il poursuivre leur activité, reconstruire ces entreprises sur le site ou ailleurs ? Faut-il penser leur reconversion et celles des salariés ? Selon quelles modalités et avec quelles garanties de préserver l'emploi ? D'une façon plus globale on perçoit combien certains secteurs industriels – aux premiers rangs desquels ceux de l'énergie et de l'automobile – se trouvent concernés. Le débat existe au sein du mouvement syndical américain confronté à la proposition de l'aile gauche du Parti démocrate d'un Green new deal conçu à une échelle sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale. L'objectif serait de réduire les émissions carbone américaines à un équivalent-zéro en une décennie, tout en garantissant un nombre significatif de nouveaux emplois et une protection sociale aux travailleurs américains. La tentative de surmonter les divisions historiques entre le mouvement ouvrier américain et les mouvements en-

vironnementaux, en articulant un plaidoyer pour de bons emplois et une protection sociale des travailleurs avec des objectifs environnementaux mérite toute notre attention.

C'est dans et par ce mouvement qu'un certain nombre de concepts peuvent être réinterrogés. Il en va ainsi du productivisme et de la décroissance. La critique du productivisme n'a pas pour seul enjeu l'économie mais une certaine conception de l'humain et de la société dans son rapport à la nature. En premier lieu parce qu'une croissance matérielle exponentielle dans un monde fini n'est tout simplement pas soutenable écologiquement, ensuite en raison de la réduction des êtres humains en bêtes productrices et consommatrices. La solution réside-t-elle dans la décroissance ? Le terme est ambivalent. L'impératif de réduction de l'empreinte écologique oblige à changer nos façons de consommer et de réduire le temps de travail de façon à travailler moins pour travailler tous et mieux. Parler de décroissance a le mérite de poser la question de l'utilité sociale des activités économiques. On approuvera la décroissance drastique de la publicité ou la reconversion de l'industrie d'armement aujourd'hui premier budget mondial. Mais plutôt que de faire décroître toutes les productions et toutes les consommations, il s'agira plutôt de faire diminuer ou d'éliminer les plus inutiles et les plus destructrices.

Relever le défi de l'écosyndicalisme.

C'est à ce défi que le mouvement syndical peut apporter sa contribution en liant les luttes pour une vie meilleure à un projet d'économie, de culture et de société où primeraient le « bien travailler », le « bien vivre » et la prise en compte des écosystèmes. La démocratie réelle dans l'entreprise et au travail est consubstantielle à cette démarche de gestion collective d'espaces de travail et de vie en commun plus coopératifs et plus à même de produire une intelligence collective respectueuse de la règle verte : ne pas prendre à la nature plus que ce qu'elle peut régénérer. Ce peut être pour le syndicalisme l'occasion à saisir pour se transformer et redevenir une force sociale, écologique et politique centrale dans la société.

¹ Christian Laval et Francis Vergne (coord.) *N'attendons pas la fin du monde. Alternatives et mouvement social*. Syllepse. Décembre 2019.

² Razmig Keucheyan. *La nature est un champ de bataille*. La Découverte. 2014.